

Index AI : PRE01/262/2010  
05 August 2010

## **Géorgie. Le gouvernement doit garantir un avenir pour les personnes déplacées**

« J'ai passé 20 ans de ma vie dans cette pièce minuscule, dans des conditions affreuses [...]. Mon mari et moi, nous attendons toujours et personne ne nous dit rien. Je n'ai peut-être plus beaucoup d'années à vivre, mais j'aimerais passer au moins celles qui me restent dans des conditions décentes. »

Izolda, une femme de 69 ans qui vit dans un ensemble d'habitations collectives de Tbilissi

(Tbilissi) Les autorités géorgiennes ne doivent pas se contenter de faire le strict minimum pour fournir un logement convenable, un travail et l'accès aux services de santé aux personnes qui ont été déplacées par les conflits des années 1990 et la guerre de 2008 contre la Russie, a déclaré Amnesty International dans un rapport rendu public ce jeudi 5 août 2010.

Intitulé [\*In the waiting room: Internally displaced people in Georgia\*](#), ce rapport témoigne des efforts que déploient des milliers de personnes déplacées pour accéder aux services essentiels.

« Les personnes déplacées ont besoin d'autre chose que d'un simple toit au-dessus de leur tête. Elles ont besoin que le gouvernement leur garantisse un emploi, l'accès aux services de santé et des aides sociales. Elles ont aussi besoin qu'on les consulte, afin qu'elles puissent faire elles-mêmes les choix qui concernent leur propre vie, a déclaré Nicola Duckworth, directrice du Programme Europe et Asie centrale.

« Les personnes déplacées ont le droit de retourner chez elles dans la dignité et la sécurité. Cependant, pour celles qui ne peuvent pas ou ne veulent pas le faire, les autorités ont l'obligation de les intégrer ou de les réinstaller dans d'autres régions du pays. »

Environ 6 % de la population de la Géorgie (quelque 246 000 personnes) ont été déplacées à l'intérieur du pays. Parmi elles, à peu près 220 000 ont quitté leur logement durant les conflits du début des années 1990.

D'autres, au nombre de 128 000, ont fui l'Ossétie du Sud et la gorge de Kodori, en Abkhazie, pendant et après la guerre entre la Géorgie et la Russie, en août 2008. Elles ont pour la plupart pu rentrer chez elles, mais près de 26 000 ne sont pas encore dans ce cas et ne pourront pas retourner dans un avenir proche.

En 2007, avec l'aide de la communauté internationale, le gouvernement géorgien a commencé à élaborer et à mettre en œuvre des programmes destinés à fournir des logements durables aux personnes déplacées.

De nombreuses personnes, cependant, parmi celles qui ont dû fuir de chez elles il y a près de 20 ans, sont toujours logées dans des hôpitaux ou des casernes, où les conditions sanitaires de base sont minimales et où

l'intimité de la vie privée est quasiment impossible à obtenir. Certains des nouveaux sites se trouvent dans des régions rurales, sans infrastructure de base.

Les gens qui vivent chez leurs proches ou dans des appartements de location n'ont pas encore obtenu d'aide du gouvernement. Ils sont nombreux à se plaindre de ne pas avoir été consultés sur des mesures qui les concernent directement.

« Toutes les personnes déplacées souffrent encore des séquelles de la guerre. Elles ont besoin de solutions durables, et elles en ont besoin rapidement pour pouvoir prendre de nouveau leur vie en main », a déclaré Nicola Duckworth.

Le taux de chômage est élevé chez les personnes déplacées, et aucun programme gouvernemental ne prend en compte ce problème de manière globale.

Alors que leur santé est déjà fragilisée par la médiocrité de leurs conditions de vie et par la pauvreté, il leur est plus difficile de se faire soigner en raison du manque d'informations et du coût des traitements.

« Le gouvernement de Géorgie a pris des mesures importantes, mais les solutions aux problèmes de logement doivent aller de pair avec celles qui concernent la santé, l'emploi et les sources de revenus en général. C'est la seule façon d'intégrer entièrement les dizaines de milliers de citoyens qui vivent encore dans l'incertitude quant à leur sort », a ajouté Nicola Duckworth.

Iza, une femme déplacée vivant dans un ensemble collectif à Kutaisi, a ainsi déclaré à Amnesty International :

*« Il y a dix-sept ans, quand la guerre a éclaté, j'étais étudiante en langues étrangères à l'université d'État, mais je ne suis pas allée jusqu'au bout. Maintenant, mon fils est au lycée mais je n'ai pas les moyens de lui payer des études supérieures. Je ne peux pas reconstruire mon avenir, je ne retrouverai peut-être plus jamais un emploi, mais je demande au gouvernement de donner au moins des perspectives à mes enfants afin qu'ils aient un avenir meilleur. »*

**Voir également :**

[\*Civilians in the aftermath of war: The Georgia-Russia conflict one year on\*](#), août 2009

[\*Géorgie / Russie. Les civils pris entre deux feux. Le conflit entre la Géorgie et la Russie\*](#), novembre 2008